



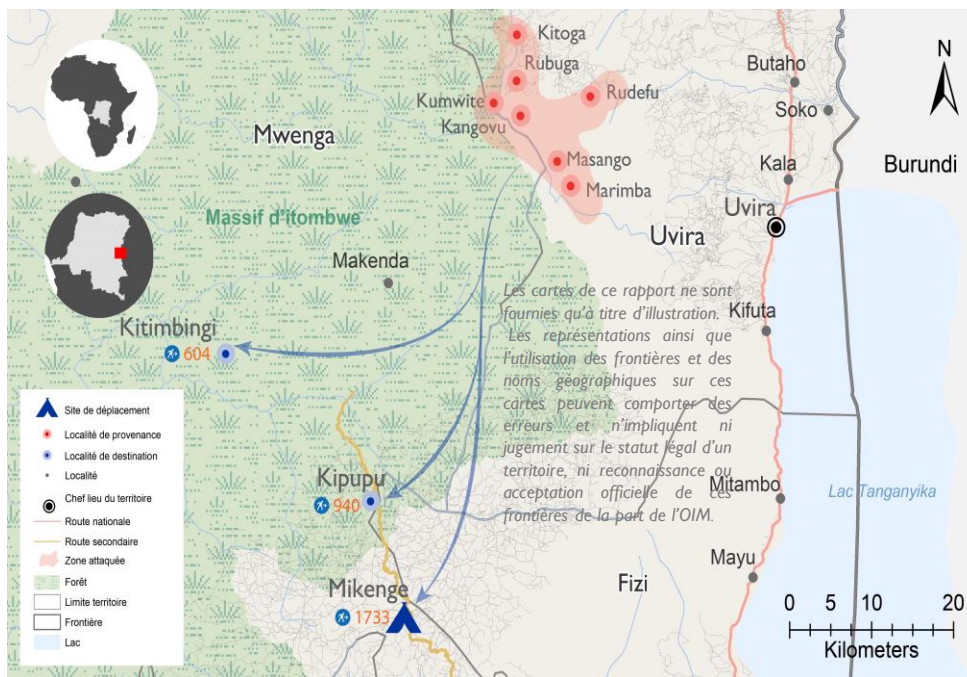
MÉTHODOLOGIE

	Evaluation réalisée lors de mission de terrain.	
	Evaluation réalisée lors d'entretiens téléphonique avec des informateurs clés.	X

L'évaluation rapide de l'OIM (Emergency Tracking Tool, ETT) est un outil mis en place dans le but de collecter des informations sur les mouvements importants et soudains des populations. Ces informations sont collectées à la suite de visites sur le terrain et ou d'entretiens téléphoniques avec les informateurs clés des sites de déplacement ou des communautés d'accueil. D'autres informations sont ensuite recueillies et analysées à partir des outils d'Évaluations Rapides Multisectorielles (ERM). Ce rapport synthétique présente les résultats de l'évaluation menée sur terrain du 19 au 21 février 2022.

RÉSUMÉ DE L'ALERTE

Du 17 au 19 Janvier 2022, il a été rapporté des affrontements entre les présumés membre du groupe armé **IMBONERAKURE**, réputés proches des Forces de Défense du Burundi et les milices **RED TABERA** d'origine burundaise dans les villages de **RUBUGA, KANGOVU, KITOGA, RUDEFU** et **MWITI**, du groupement de **KIGOMA**, en chefferie de **BAFULIRO** et dans les villages de **MARIMBA** et **MASANGO**, groupement de **BIJOMBO**, en chefferie de **BAVIRA**, territoire d'**UVIRA**, province du **SUDKIVU**. L'objectif des **IMBONERAKURE** est de démanteler les **RED TABERA** qui stationnent sur le long de la frontière entre le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC). Ces affrontements ont occasionné le déplacement massif de populations estimées à **3 277** individus déplacés. Les familles déplacées ont trouvé refuge dans le site de déplacement de **MIKENGE**, érigé près de la base de la **MONUSCO** dans les villages de **KIPUPU** et **KITIBINGI**, en groupement de **BASIMUKINJI 2**, secteur d'**ITOMBWE**, en territoire de **MWENGA**, province du **SUD KIVU**.

CARTOGRAPHIE DU MOUVEMENT

DÉTAILS DU NOUVEAU DÉPLACEMENT

DÉTAIL SUR LA ZONE ÉVALUÉE

PROVINCE	SUD KIVU
TERRITOIRE	MWENGA
CHEFFERIE	ITOMBWE
GROUPEMENT	BASIMUKINJI 2

DONNÉES DÉTAILLÉES DU DÉPLACEMENT

ZONES ÉVALUÉES	MÉNAGES	INDIVIDUS	HOMMES	FEMMES	< 5 ANS	LOCALISATION
SITE MIKENGE	321	1 733	711	1 022	258	S -3,759264 ; E 28,736285
KIPUPU	174	940	376	564	127	S -3,644071 ; E 28,702841
KITIBINGI	84	604	261	343	160	S -3,499311 ; E 28,486375

PERCEPTIONS DES BESOINS PRIORITAIRES

OBSERVATIONS & ANALYSES

Ces affrontements ont forcé environ **3 277** individus à se déplacer, dont **1 733** individus logent dans le site de déplacement de **MIKENGE** (territoire de **Mwanga**) qui hébergeait déjà **4 200** individus avant cette crise. Le reste des ménages logent dans des familles d'accueil. La crise est toujours en cours et la situation restant préoccupante dans la zone. La zone est enclavée et difficile d'accès physique et sécuritaire.

La grande majorité des personnes déplacées dorment à la belle étoile, soit dans la brousse, soit dans le site de déplacement de **MIKENGE**. Les informateurs clés précisent que la majorité des habitations dans la zone évaluée ont été incendiées et/ou détruites lors des précédentes crises. Les ménages des villages hôtes ont une faible capacité d'accueil. Ainsi, une habitation héberge désormais **3 à 4** familles déplacées. Les familles déplacées ont connu des pertes des biens matériels importants lors des affrontements.

Afin de disposer d'un moyen de subsistance, la population déplacée a recours parfois à l'exploitation des petites parcelles de terre mises à leur disposition par les familles hôtes, tandis que d'autres sont contraints à la mendicité ou travaillent comme main d'œuvre journalière occasionnellement.

Les informateurs clés signalent des problèmes d'accès à des sources aménagées dans cette zone par suite de l'absence des partenaires dans ce secteur. La concentration de déplacés autour des sources d'eau non aménagées disponibles cause de tensions avec la communauté d'accueil. La majorité de la population consomme les eaux des rivières et des puits non aménagés. Dans les zones évaluées environ **23** individus partagent une seule latrine, poussant parfois une partie de la population à recourir la pratique de la défécation à l'aire libre.

La situation sécuritaire étant volatile dans la zone de déplacement avec des plusieurs incidents de protection signalés. Les spécialistes de la protection signalent plusieurs cas de menaces et/ou violation physique, des cas de violences basées sur le genre, des cas de pillages/vol des bétails/ ou de récoltes, des cas des enfants séparés de leurs familles respectives et des cas d'abus et exploitation sexuels parmi les personnes déplacées.

Les structures de santé fréquentées par la communauté locale et les déplacés font face à l'insuffisance d'équipements médicaux et du personnel soignant. Le temps pour accéder à une structure de santé la plus proche est estimé à environ **2** heures de marche. Le paludisme, la diarrhée, la fièvre typhoïde, la malnutrition sont les maladies les plus diagnostiquées chez les enfants et adultes dans les trois dernières semaines.